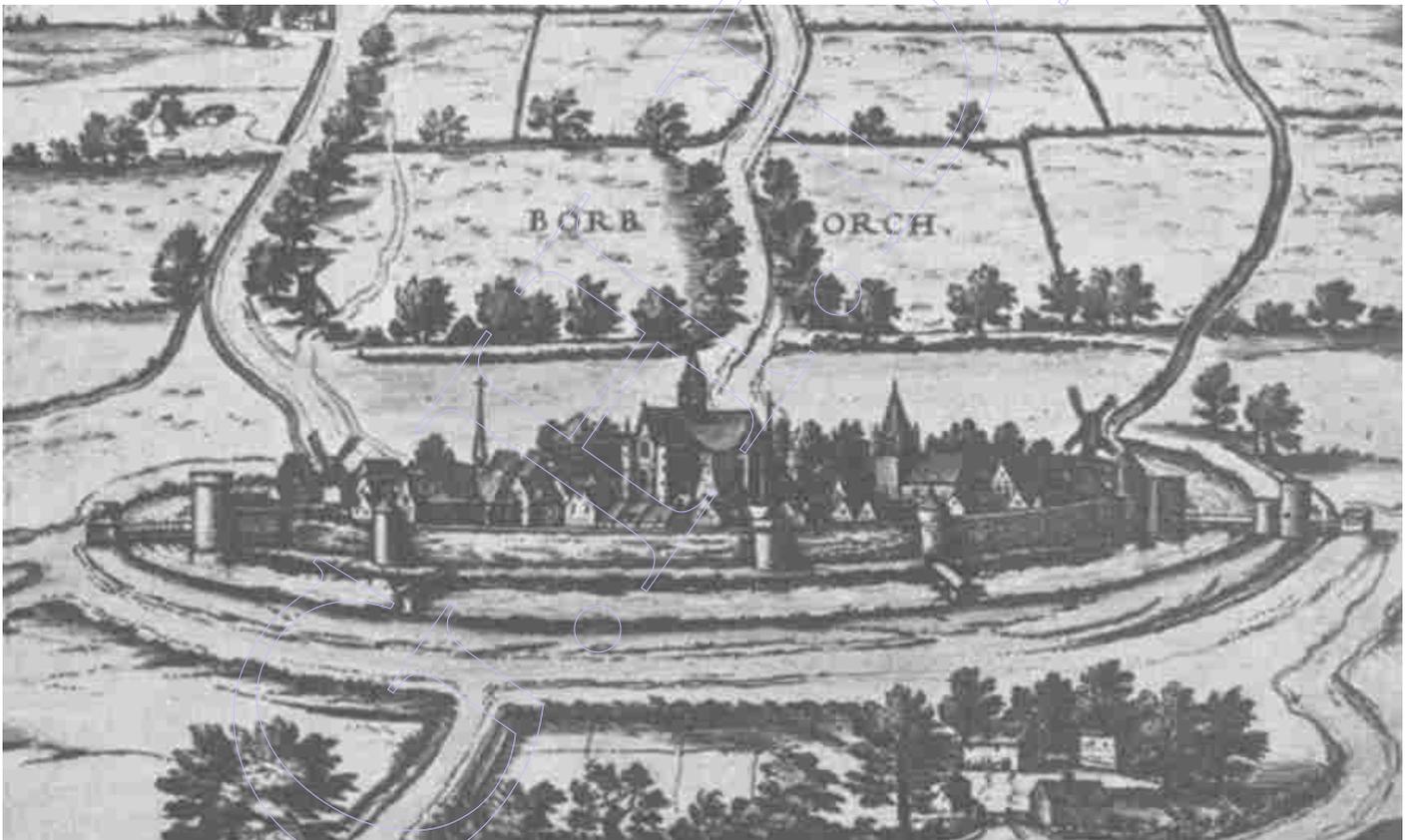


Bourbourg
Broecborc " Cité du Marais "
Georges Dupas
Retranscrit par Jean-Marie Muyls

Sur les très légères éminences qui parsèment la plaine maritime flamande, restes d'anciens rivages, et au fur et à mesure qu'elle s'assèche après la transgression marine du Ve siècle, naissent des bourgades dont la population est d'origine incertaine : Frisons, Saxons venus par mer, Francs-Saliens essaimant vers des terres libres, ou indigènes fuyant l'oppression ?

Les noms de ces petites agglomérations apparaissent, pour la première fois, dans les cartulaires ⁽¹⁾ des grandes abbayes, surtout Saint-Bertin à Saint-Omer, à partir du IXe siècle : Millam (Muldelhem) en 826, Eringham (Henrikengahem) en 828, Drincham (Dagmaringahem) en 830, Holque (Holoca) en 864...

(1) Livre ou registre sur lequel on inscrivait autrefois les chartes, les titres, les actes de donation, de vente, etc., concernant un monastère, une seigneurie.



La ville à la fin du XVI' siècle - L'Abbaye vient d'y être transférée. De gauche à droite, de la porte de Saint-Omer à celle de Dunkerque dominant le moulin des Pauvres (Weke-meulen), les clochers de l'Abbaye, de l'église paroissiale et du couvent des Soeurs-Noires, le beffroi de Lantshuys (Hôtel de Ville) et le moulin de l'Abbaye de Ravensberghe.

Bourbourg figure vers 900, dans la liste des forteresses récemment édifiées sur le littoral, en compagnie de Bergues et Furnes, puis en 987 dans le cartulaire de l'abbaye de Gand. Il faut attendre l'an 1100 pour être renseigné sur son importance. Probablement placé sous la protection du châtelain de Bergues à son origine, avec les villages naissants qui l'entourent, Bourbourg a bientôt son propre

châtelain dont le premier connu est Thémard, signataire probable en 1072, certain en 1093, d'actes de donations des comtes de Flandre, Robert Ier le Frison et Robert II de Jérusalem. C'est à lui que Robert II confie le comté de Flandre pendant son séjour à la croisade ⁽²⁾. Il sera le conseiller privé de quatre comtes successifs dont Charles le Bon, aux côtés de qui il est assassiné dans l'église Saint-Donat de Bruges en 1127.

⁽²⁾ On désigne, sous le nom de croisades, les expéditions entre-prises du XI^e au XIII^e siècle par l'Europe chrétienne contre l'Orient musulman.

C'est au retour de Jérusalem que Robert II et son épouse Clémence accomplissent leur vœu de fonder une abbaye de femmes nobles à Bourbourg, entre la ville et le château. En 1104, le couvent est achevé et les donations de terres et fermes affluent, dont, en 1121, le marais asséché de Millam et, en 1123, la ferme du Palendyck, rue Madame-l'Abbesse.



Le « château » de Bourbourg - (Dessin de Jeanne Bessière).

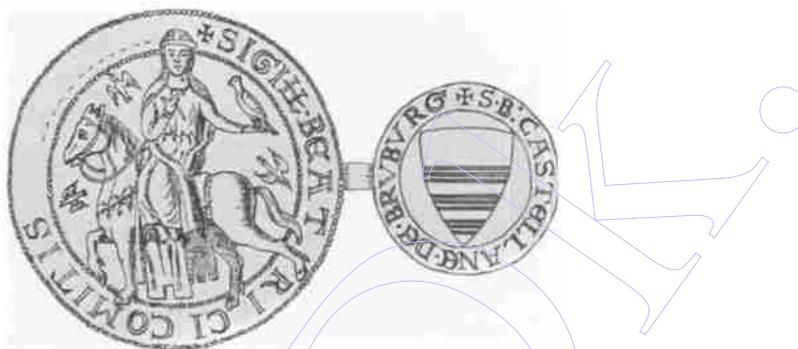
Ferme avec douves, dernier vestige de l'habitation des châtelains-vicomtes dont le donjon et les murailles ont été rasés en 1528 et les matériaux utilisés pour renforcer les remparts de la ville.

La ville, sous l'autorité du comte de Flandre qui s'y fait représenter par un bailli ⁽³⁾, possède un Magistrat composé d'un poortmestre et d'échevins ⁽⁴⁾ qui l'administrent et y rendent justice. La châteltenie, c'est-à-dire la douzaine de villages placés sous la protection du châtelain, a également le sien qui exerce les mêmes charges, le tout en présence du bailli ou du châtelain. Toutes deux ont une charte de coutumes concernant surtout l'administration de la Justice, mais aussi l'entretien des chemins, des cours d'eau et des fortifications. Celle de la châteltenie lui fut accordée en 1240 par le comte Thomas et la comtesse Jeanne de Constantinople, celle de la ville, à une date inconnue, est confirmée en 1288 par Philippe le Bel.

⁽³⁾ Officier remplissant ses fonctions judiciaires, militaires et financières au nom du Roi.

(4) Conseiller municipal de certaines villes en France avant 1789. Actuellement, titre des adjoints au bourgmestre aux Pays-Bas et en Belgique.

Au cours de la lutte qui oppose le comte Guy de Dampierre à ce dernier (1297-1305), Bourbourg est prise et reprise par l'un ou l'autre parti. La lourdeur des amendes, infligées par le Roi (à la suite de sa victoire, et exigées par ses fils et successeurs, Louis X, Philippe V et Charles IV, entre 1314 et 1328), provoque la révolte des campagnards de la Flandre maritime. Ceux des châtelainies de Furnes, Bergues, Bourbourg, Cassel, Bailleul (10 000, dit-on), sous la conduite de l'un des leurs, Nicolas Zannequin, se massent sur le Mont Cassel d'où ils attaquent l'armée du roi Philippe VI de Valois (à qui vient d'échoir le trône), mais finissent par être écrasés par sa cavalerie (23 août 1328). Plus de 3 000, nommément dénombrés, y périssent et leurs biens sont confisqués.



Scel et contrescel de Béatrix, châtelaine de Bourbourg (1194-1224), épouse d'Arnoul II comte de Guines et arrière-petite-fille de Thémard.



L'Abbaye des Bénédictines était réservée aux jeunes filles, sans dot apparemment, pouvant justifier de 14 quartiers de noblesse. N'étant point liées par des vœux, elles n'étaient pas cloîtrées et ne dépendaient que du Saint-Siège, sans lien aucun avec les administrations civiles, féodales ou ecclésiastiques.

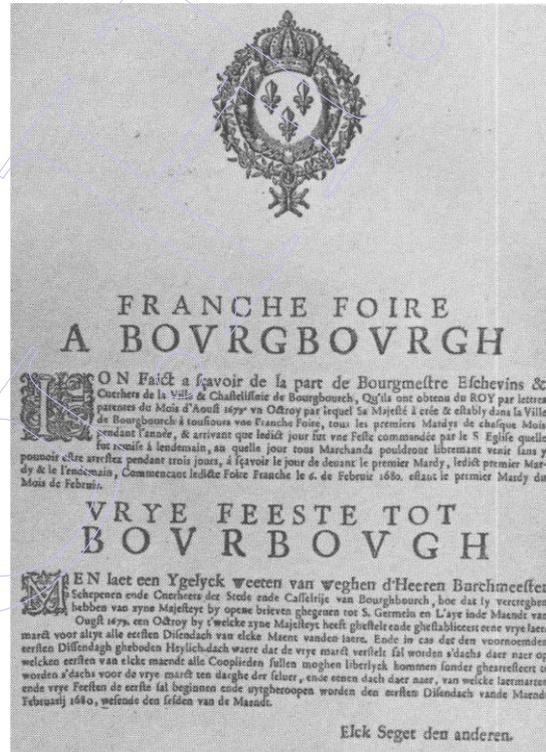
D'autres troubles secouent la Flandre, au cours desquels Jacques d'Artevelde, marchand drapier, fait alliance avec Edouard III d'Angleterre et le soutient dans sa guerre contre la France. Après Crécy (1346), les milices flamandes battent à leur tour les Français à Cassel (8 juin 1347), puis, lorsque ceux-ci tentent de dégager Calais assiégée par les Anglais, s'avancent de Bergues et de Bourbourg pour seconder Edouard III.

Bourbourg, dont le châtelain est Robert, dit Morel de Fiennes, connétable ⁽⁵⁾ de France, a tout à redouter des uns comme des autres. Après s'être illustrées à la bataille de Roosebeke (novembre 1382), sous la bannière du comte de Flandre auquel elles se sont ralliées, et avec les Français qui triomphent, les milices de Bourbourg se voient attribuer le privilège de marcher en tête de la procession qui commémore cette journée. Les Anglais de Calais, inquiets de ce succès, prennent prétexte de la querelle des papes pour s'emparer, en août 1383, de Gravelines, puis de Bourbourg, Mardyck, Bergues et autres places qu'ils pillent. A l'approche du roi de France, Charles VI, ils se retirent, en septembre, à Bourbourg, où les Français viennent les assiéger. Ils obtiennent de quitter la ville avec leur butin, cependant que l'armée française y pénètre et la met à sac. Calais est un danger permanent pour Bourbourg que le nouveau châtelain, Walerand de Luxembourg, protège de son mieux, luttant à la fois sur terre et sur mer.

⁽⁵⁾ Premier officier de la maison du roi. C'était, également, le titre du commandant général des armées de 1219 à 1627. Les gouverneurs de places fortes avaient droit aussi à ce titre.

Après être passée, au cours du XV^e siècle, de gré ou de force, au hasard de la politique, aux mains des partis français ou bourguignon, Bourbourg, comme les villes voisines, se rallie à Maximilien d'Autriche. Entre-temps, l'un de ses châtelains, Louis de Luxembourg, a payé de sa tête son double jeu entre Louis XI et Charles le Téméraire.

Sous Charles-Quint, comte de Flandre, la ville améliore, en 1528, ses remparts avec les matériaux du donjon du château, rasé vu son état de vétusté, ce qui lui permet de pouvoir échapper aux entreprises du maréchal de Thermes qui, de Calais repris aux Anglais, sème la terreur et le pillage en Flandre maritime en 1558.



Annnonce de la création d'une « franche foire » mensuelle qui s'ajoute aux foires annuelles et séculaires de la Saint-Jean l'été et du lundi suivant le troisième dimanche de septembre.

On y vendit jusqu'à 3 000 bêtes chaque année, chevaux et autres bestiaux.



L'église Saint-Jean-Baptiste vers 1830. Le cimetière qui l'entourait a été transféré à Bourbourg-campagne en 1794 et son terrain cédé aux riverains.

En 1551, l'abbaye est transférée à l'intérieur de la ville, par mesure de sûreté. Elle s'installe sur les terrains et dans les maisons qu'elle a acquises entre les rues actuelles de Saint-Omer, des Ecoles et la place du Wythof, au sud de l'église. Au couvent des Soeurs-Noires hospitalières s'ajoutent, en 1614, celui des Pénitentes fondé par Françoise Taffin, veuve d'Alexandre Maes, conseiller-pensionnaire de la ville, et ses deux filles, et celui des Capucins, en 1620, rue de Gravelines, sur un hectare de terre offert par Charles de Briarde, seigneur de Bavinchove.

Si Bourbourg échappe à la malveillance des Gueux à la fin du XVI^e siècle, elle connaîtra bientôt un calvaire de près d'un siècle qui fait suite au gouvernement bien-veillant des Archiducs, au cours duquel la Coutume a été rénovée (1615).

La lutte, qui commence en 1635 entre l'Espagne, dont le roi est comte de Flandre, et la France, débute par notre région. Les troupes espagnoles, jusque-là absentes du pays, s'y installent. A l'approche des Français, qui viennent de conquérir l'Artois, ils créent un camp retranché en creusant, de Bourbourg à Coppenaxfort et du Vliet au fort de Mardyck, un canal, et bâtissent le fort de Lynck. Ce qui n'empêche par le duc d'Orléans de s'emparer de Gravelines et des forts au long de l'Aa (1644), puis, l'année suivante, venant par Millam, après avoir traversé Cappellebroucq inondé, de se saisir du fort de Mardyck et de se tourner alors vers Bourbourg, réputée ville imprenable. Son double fossé exige une préparation d'artillerie pour permettre la pose de ponts et de mines. En six jours, du 3 au 8 août, la position est prise et la garnison, désarmée, en sort le 9, captive.

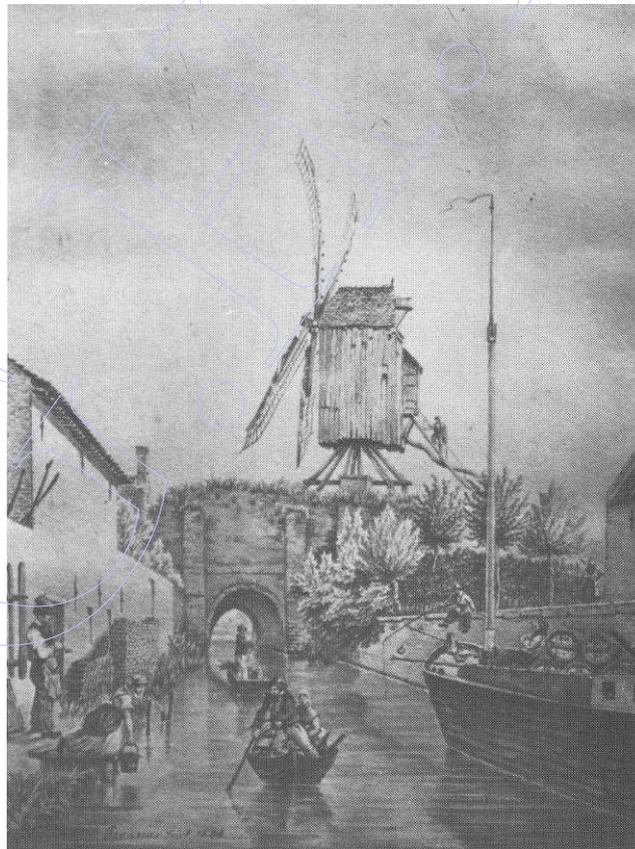
Célébrée par les gazettes du temps, cette capitulation prélude à d'autres malheurs pour la ville. Ses remparts rasés, le plat pays ravagé et livré aux réquisitions des vainqueurs et de l'Espagnol qui multiplie les coups de mains, Bourbourg, au temps où la Fronde retient l'armée française autour de Paris, retombe aux mains de l'ennemi (1651). Celui-ci relève quelques murailles et se livre aux pires désordres, jusqu'à ce qu'en 1657 les Français rentrent à Bourbourg et que Turenne reprenne Mardyck, puis Gravelines et Dunkerque, l'année suivante.

Le traité des Pyrénées, en 1659, donne à la France l'Artois, la châtelainie de Bourbourg et Gravelines. Dunkerque est remis aux Anglais qui ont aidé à sa prise. Mais le fort de Lynck reste aux Espagnols qui, de là, opèrent des raids sur le pays et exigent de Bourbourg des contributions de guerre. Ce

n'est qu'en 1676 qu'il est pris et rasé et en 1677 que Saint-Orner, Cassel, Bailleul tombent à leur tour. La ville continue pourtant à être rançonnée, par les Hollandais surtout qui sont autour de Lille en 1708 et exigent de Bourbourg 300 pionniers pour en préparer le siège. La mort de Louis XIV ramène la paix et permet à Bourbourg de relever ses ruines, en vivant de ses marchés et de son artisanat, cependant que les paysans de la châtellenie supportent presque exclusivement le poids des impositions jusqu'à la Révolution.



Une vue de la même église et de la place du marché aux chevaux vers 1920, permet de mesurer le pas franchi en près d'un siècle, tant au plan économique que dans la vie sociale.



**Poésie du passé : autres temps, autres rythmes...
Voici la porte d'eau, en 1848, à l'entrée Ouest du canal intérieur ou Schipstadt,
et la motte de l'un des trois moulins de la ville, dit Nieuwemeulen en 1682.**

L'Assemblée des Etats Généraux de 1789 vient secouer l'apathie générale. Pour rédiger le cahier de doléances, un comité formé d'un avocat, d'un médecin, d'un procureur, d'un bailli de seigneurie, d'un fermier et de deux artisans, rassemble les griefs de tous contre l'administration actuelle : le Magistrat (conseil municipal), unique depuis l'acte d'Union de 1587, ne comprend que des gens de la ville alors que la moitié devrait habiter la châtelainie, et l'Intendant se contente de les proroger sans se soucier de leurs liens de parenté. On réclame un système électoral.

- *Les pensions et présents aux personnalités influentes sont abusifs.*
- *Les comptes de la ville et châtelainie ne sont vérifiés que pour la forme, sans la présence de notables pour représenter les contribuables, et les comptes des wateringues sont plus obscurs encore, bien que la taxe ait quadruplé en 50 ans.*
- *La campagne supporte seule la plupart des impositions.*

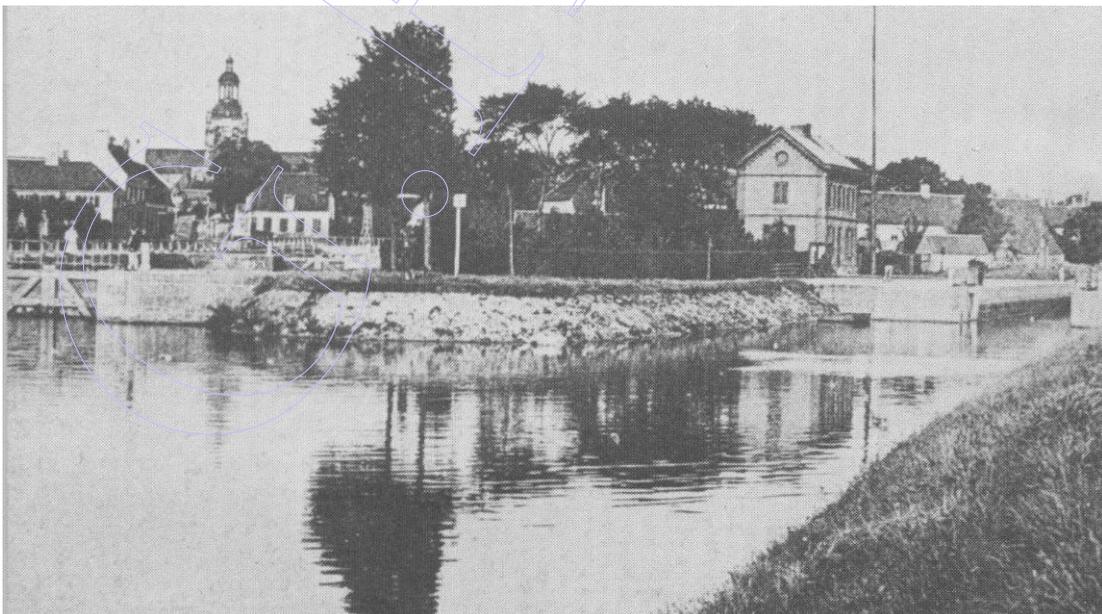
Ils demandent la suppression des juridictions seigneuriales et l'égalité devant l'impôt. Voeux qui sont repris dans le cahier du Tiers-Etat de la province.

Dès le départ, il y a opposition entre la ville et la campagne.

A l'approche des élections (1790), le fermier Picquart réclame un local en ville pour y élire une municipalité de la campagne. Au refus du bourgmestre, il passe outre. En ville, Philippe Deschodt, ancien bourgmestre, est élu maire, et le notaire Warin, procureur de la commune (chargé de veiller à l'application de la loi). 8 officiers et 18 notables sont désignés pour former le conseil. A la campagne, c'est Picquart qui est choisi. Bourbourg a désormais deux municipalités distinctes. L'une perd un revenu certain, l'autre est libérée d'un joug séculaire et réagit immédiatement en refusant le paiement des impôts tant que les comptes anciens ne seront pas apurés.

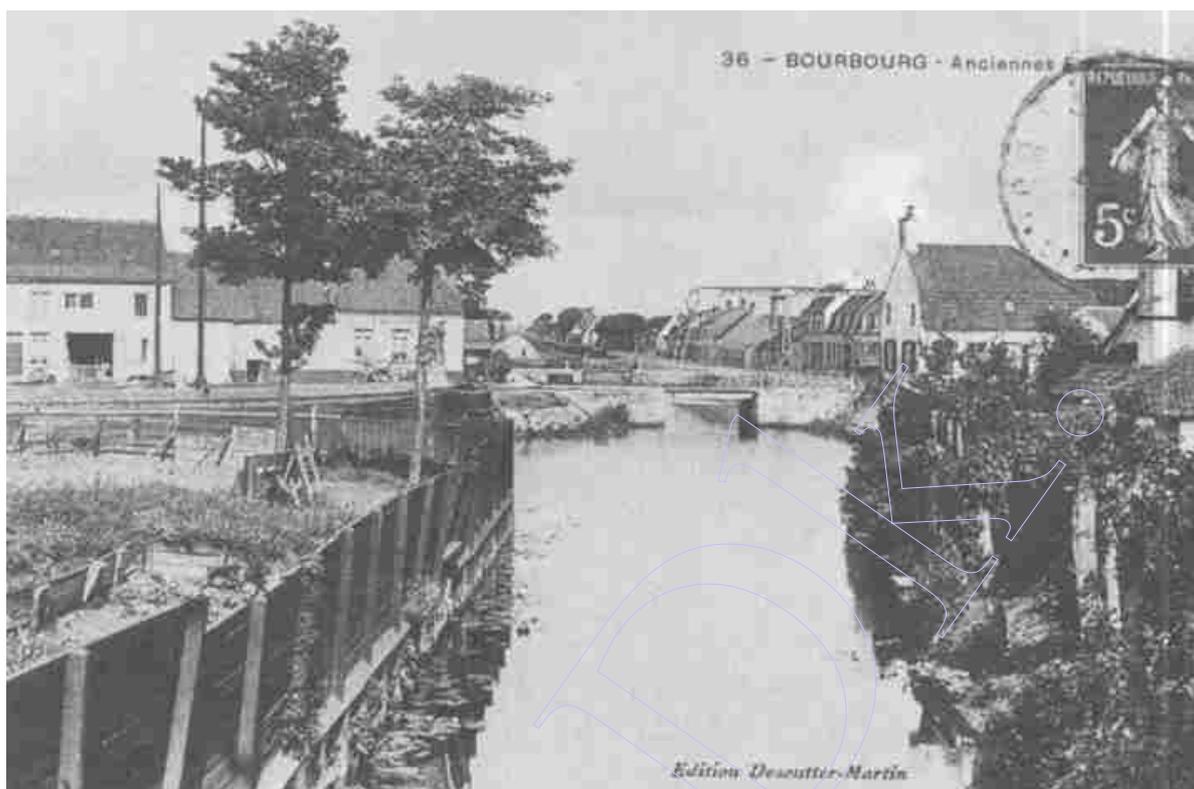
La scission est consommée entre les deux communautés, bien qu'elles ne disposent, en commun, que d'une église, d'un hospice et d'une école.

Aux élections de 1791, la municipalité Deschodt, acquise aux idées nouvelles, est remplacée, grâce à l'abstention des deux tiers des électeurs, par Philippe Depape et ses amis, partisans de l'ancien régime. Ces deux clans lutteront jusqu'au coup d'État de Bonaparte.



Dans la « cité du marais », la voie fluviale a longtemps prévalu dans les échanges commerciaux et Bourbourg nous apparaît à cette époque comme une véritable plaque tournante de ce trafic : ci dessus,

l'ancienne écluse, face au pont des Soupirs et la nouvelle, après le redressement du canal en 1879. Ci dessous, l'ancienne écluse et la route de Coppenaxfort vues du pont des Soupirs.



Cependant, une « société populaire montagnarde » s'est fondée avec Deschodt et Warin comme chefs de file, dont l'action finit par les ramener à l'Hôtel de Ville et qui, du fait qu'elle est composée de gens de la ville et de la campagne, fait cesser les frictions des premiers temps. Son action, sous l'impulsion de Warin et de Pierre-Joseph-Marie Vermeersch, homme de loi et fermier à Bourbourg-campagne, dont les mémoires documentés font autorité au département et à l'échelon national, s'attache surtout à la réforme du système fiscal et de l'administration des wateringues, au problème des subsistances et des prix, hormis sa lutte pour l'évolution du système social. En dépit des oscillations de la politique, ces deux hommes et leurs amis arrivent, en un temps où il est difficile et dangereux de prendre parti, à se maintenir à la hauteur de leurs idées et à travailler efficacement sans tomber dans les horreurs du sectarisme.

C'est à cette époque que la suppression des couvents est décidée. Leurs biens, ceux de l'Abbaye étant les plus importants : une douzaine de fermes et de nombreuses terres, sont vendus comme domaines nationaux. Chanoinesses, dont six se retirent en ville, religieuses et religieux se dispersent, certains retournant à la vie civile. Les plus récalcitrantes, les Soeurs-noires, sous la direction de leur supérieure, l'impulsive Scholastique Legros, se prévalent de leurs fonctions d'hospitalières pour résister aux décrets d'expulsion. Leur refus de se plier aux exigences de la politique anti-religieuse les conduit à la prison d'Arras, d'où elles sortent d'ailleurs sans dommage.

L'église, transformée en temple de la Raison ⁶, où sont lus lois et décrets et où se déroulent fêtes républicaines et mariages civils, ne sera rendue au culte qu'en 1802.

La conscription, qui, depuis 1792, exige de temps en temps quelques hommes de la ville, devient plus lourde à partir de l'an 8 (1800) et provoque, dès lors, sous le régime napoléonien, des désertions si nombreuses que l'armée doit à plusieurs reprises s'installer chez les familles de réfractaires à titre de représailles. Chaque année, 6 à 8 jeunes gens sont désignés, qui se font remplacer, s'ils sont aisés, par des ouvriers, fils de veuves en général, que le manque de travail contraint à accepter à cause de la prime. Sous l'Empire, 36 à 50 hommes sont constamment à l'armée.

6 *Le Culte de la Raison fut fondé en 1793 par Chaumette et disparut avec lui en 1794. La Convention voulut généraliser cette religion rationaliste et transforma les églises, Notre-Dame en particulier, en temples de la Raison. Il y eut des déesses Raison : ce fut, à Notre-Dame, une danseuse de l'Opéra.*



Le quai des Traiteurs avant et après la couverture partielle du canal intérieur, oeuvre de Benjamin Vandebroucque en 1924. Le petit square a été aménagé par les riverains.



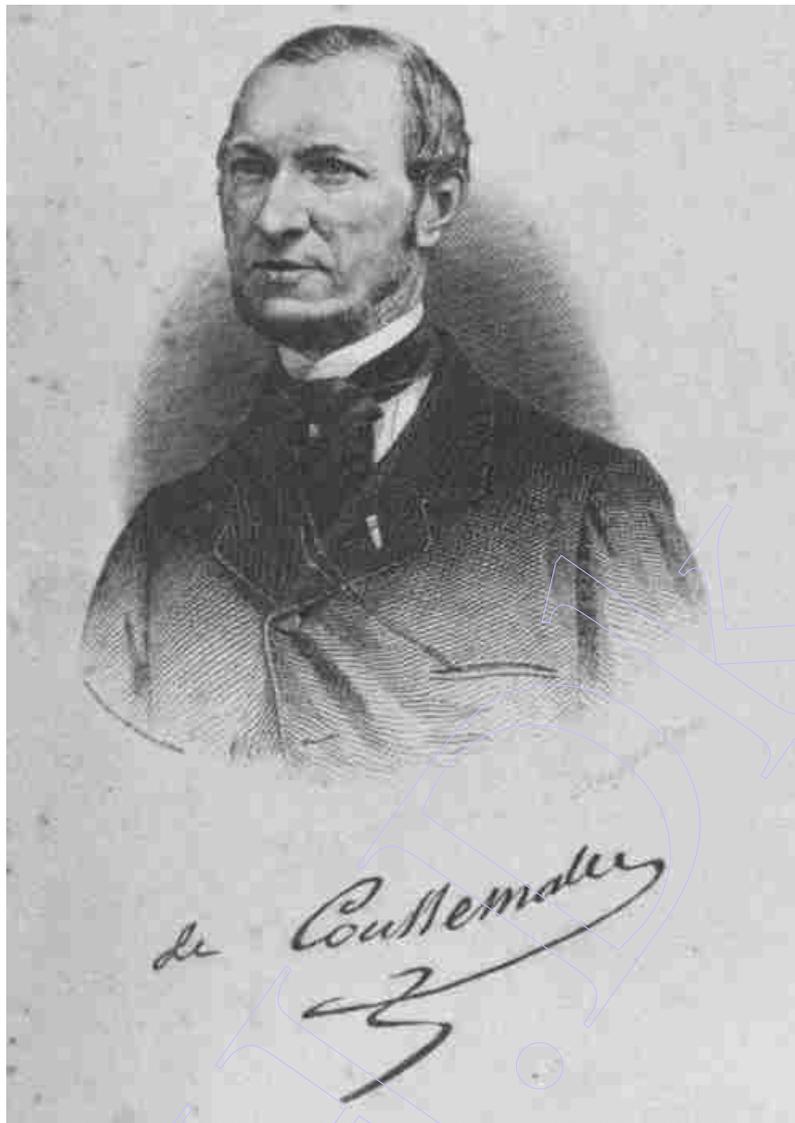


Le Pont des Soupirs (Hoerebrugge) sous lequel débouche, après avoir longé le quai au Cerf, le Schipstadt, face à l'ancienne écluse.



Avec son chœur du XIII^e siècle, sa tour du XIV^e ou XV^e, l'église de Saint-Georges, classée monument historique, continuera à témoigner pour ce petit village, voisin de Bourbourg, et dont une bonne partie des terres sera bientôt mangée par l'expansion portuaire de Dunkerque.

Le Directoire avait créé les municipalités de canton, chaque commune y étant représentée par un agent municipal et un adjoint ; un président patronnait leurs travaux au chef-lieu. Dès l'avènement de Bonaparte, les communes retrouvent leur autonomie, mais la nomination du maire est réservée au préfet, ainsi que celle des adjoints et conseillers. En 1803, Ignace Depape, neveu de Philippe, et l'un des 600 plus imposés du département, est établi maire. Le notaire Warin figure parmi les conseillers avec trois de ses amis de l'ex-société populaire.



Edmond de Coussemacker (1805-1876). Conseiller général du canton depuis le 1er août 1849 jusqu'à sa mort. Maire de Bourbourg de 1874 à 1876. En 1853, il fonde à Dunkerque le Comité Flamand de France et la Société Dunkerquoise des lettres et des arts en 1854. Président de la Commission historique du Nord (1863-1876), il reste surtout connu comme musicologue de renommée européenne et l'on vient de rééditer, à l'occasion du centenaire de sa mort, son célèbre recueil de chansons populaires flamandes.

Les difficultés budgétaires de la ville, qui ont commencé avec la Révolution, subsistent. Quelques centimes additionnels aux contributions directes, l'adjudication des immondices, le loyer de la conciergerie de l'Hôtel de Ville suffisent à peine à payer les gages des employés, et l'hospice n'a plus de ressources, ses biens aussi ont été vendus, par erreur. C'est alors que se décide la création de l'octroi ^(?), en 1801. Après bien des tâtonnements, l'institution se rode et fournira le plus clair des ressources de la ville et de Bourbourg-campagne qui s'y est associée vu leurs dépenses communes.

Avec la chute de Napoléon, Bourbourg connaît des jours pénibles, tels qu'elle n'en connaissait plus depuis le XVIII^e siècle : l'occupation par l'armée ennemie. Ce sont les Prussiens avec le général Zielinsky qui n'y séjournent que quelques jours en avril 1814, mais rançonnent copieusement le pays en sel, eau de vie, bière, viande et fourrage. Puis, après les Cent-Jours., d'avril 1816 à fin 1817, les hussards anglais y stationnent quelques semaines chaque trimestre, logés chez 203 familles de la ville et du canton et dans l'Hôtel de Ville. Les contributions pleuvent, en espèces : 11 958 F levés sur les contribuables fonciers de la ville, et en nature : 8 402 kg de viande fraîche sur le canton, le tout en 13 réquisitions d'août à novembre 1815.

(7) Impôt que les villes percevaient à leur profit sur les denrées et sur différentes matières qui entraient chez elles. Cette « douane intérieure » fut supprimée en 1949.



Une des premières sorties de Gédéon, né vers 1897, de l'imagination d'Alphonse Beulque et de Victor Aerdens, ressuscité en 1927, marié à Alphonsine en 1928, doté d'un héritier et de sa nurse Florentine Soupeanspain en 1931. Il renaît en 1947 des mains de M. et Mme Deschodt, sculpteurs à Hazebrouck, et épouse Arthurine l'année suivante.

La Restauration ne change rien à la vie politique locale. Ignace Depape est maintenu au poste de maire et fait valoir, en bon royaliste, ses anciens titres de vicomte et de seigneur de Crombeke, bien que désormais purement honorifiques, mais, faute d'avoir prêté serment à la Monarchie de juillet, se voit écarté au profit du notaire Vigoureux.

Depuis 1774, la circulation par bateaux s'opère par le fossé extérieur, accommodé à cet effet. On couvre le canal intérieur dans la traversée de la place et on creuse un bassin contre la rue des Soeurs-noires (rue Jean-Bart) pour le transbordement des marchandises (1829-1830). La halle aux poissons vient d'être construite, les marchés aux chevaux et aux vaches, sur l'emplacement de l'Abbaye et du couvent des Soeurs-noires sont aménagés, et l'éclairage à l'huile apparaît dans les rues de la ville. Pour occuper les chômeurs, on leur fait aplanir la rue périphérique des remparts où l'on commence à bâtir des habitations ouvrières, et paver la rue Neuve (rue Faidherbe). La rue de l'Abbaye, percée par l'acheteur des biens du couvent vers 1808, se peuple également. La population de la ville passe de 2 000 habitants en 1793 à 2 378 en 1831, malgré une mortalité infantile lourde : 40 à 50 % des décédés sont des enfants de moins de 5 ans, parmi lesquels la moindre épidémie (variole en particulier) et l'insuffisance de nourriture font des ravages.

Le prix du kilogramme de pain atteint, en 1807, la moitié du prix d'une journée d'ouvrier : 78 c pour un salaire de 1,50 F ; le quart ou le cinquième en d'autres temps.



Le Pont-Rouge, devenu ensuite Pont-Belle où débouche l'Oostraete et qui donne accès au Plantis, à la rue Mme l'Abbesse, à la rue de la Mer (Zeedyckstraete), au faubourg du Nord, témoin d'événements tragiques en 1944 (gravure sur bois de J. Dezitter).

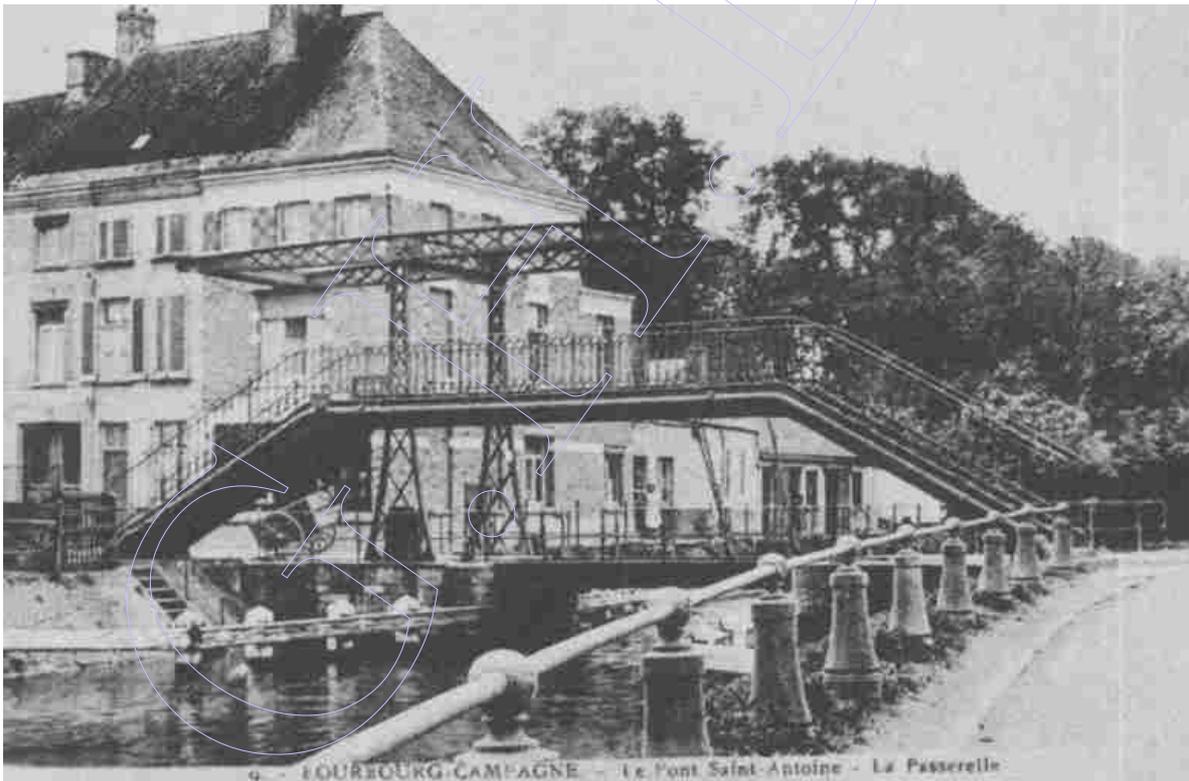
A partir de 1840, les élections amènent à l'Hôtel de Ville une équipe nouvelle constituée essentiellement de gens de professions libérales, tels le Docteur Demeunynck, qui sera maire de 1843 à 1848, puis de 1852 à 1874, le pharmacien Gommers, le juge de paix Mongey, le maître de pension Ferdinand Monteuis.

Le Docteur Demeunynck, malgré les difficultés budgétaires, — l'octroi fournit toujours les 4/5e des recettes, 20 000 F en moyenne —, se lance dans une politique réfléchie d'aménagement de la ville, en utilisant au maximum les emprunts à long terme : reconstruction de l'Hôtel de Ville (+ de 30 000 F) qui dure de 1840 à 1865, construction de l'école communale (27 400 F) sur l'emplacement de la motte d'un moulin, en 1848-1852, d'un abattoir, pavage de la plupart des rues, refonte du carillon (1865-1870). L'extension du marché aux grains permet à une centaine de familles de mesureurs, portefaix et charretiers de subsister. La création, en 1844, d'une « association pour l'extinction de la mendicité » complète l'action du Bureau de Bienfaisance : en 22 ans, elle distribue 67 000 F de secours en pain, chauffage, argent, literie, et fait passer le nombre d'indigents de la ville de 521 à 352, soit de 130 familles à 90.

Une « commission cantonale d'hygiène publique » s'efforce, à partir de 1848, de veiller à la salubrité des logements et des rues, et surtout de développer la vaccination antivariolique. Elle est créée à la suite de l'épidémie de choléra qui dévasta le pays cette même année et qui, attribuée aux eaux stagnantes des canaux et fossés, provoque 69 décès en ville et 65 à Bourbourgcampagne.



Le Bassin de l'ancienne écluse et la rue de Bergues percée en 1879.



En projet depuis 1879, après la création des lignes de chemin de fer Gravelines - Watten et Calais - Dunkerque par Bourbourg, la passerelle du pont Saint-Antoine ne fut posée qu'en septembre 1926 par les Ponts-et-Chaussées.

Dès 1855, les ouvriers sont obligés de posséder un livret qui tient lieu de permis de séjour et de titre de voyage, et où le patron note si les engagements ont été honorés. 45 entreprises de la ville employant 96

hommes et 8 femmes doivent s'y conformer : ce sont, outre la maçonnerie et la charpente, une savonnerie, une fabrique de chandelles, une d'eau de javel, des tanneries, 5 ou 6 brasseries, puis, en 1857, la meunerie Alphonse-Belle, rue de Gravelines.

Le transport par bateaux reste le mode de déplacement presque unique pour les marchandises (grains essentiellement) et les voyageurs. Les mercredis et samedis, au lendemain des marchés de Bourbourg, des barques partent vers Dunkerque et le dimanche vers Bergues. D'autres, journalières, provenant de Dunkerque et Saint-Omer, se croisent à Bourbourg vers midi. Le service Dunkerque-Lille par les canaux fait le trajet en 5 jours, chaque semaine avec relais de chevaux tous les 12 m. Quelques voitures à 2 ou 4 roues (3 ou 8 places) transportent, une ou deux fois par semaine, les voyageurs vers Bergues, Dunkerque et Calais puis, dès 1863, à Audruicq où ils peuvent utiliser le chemin de fer Calais-Lille. Des ponts sur l'Aa remplacent les bacs de Saint-Nicolas en 1823, du Guindal vers 1850. Ce trafic fluvial, important pour Bourbourg, incite la municipalité à s'opposer au projet de jonction de la Colme et du canal



La « poule de Bourbourg », célèbre pondeuse... de l'économie locale, provient du croisement d'une poule de ferme de la région avec une race asiatique, la « Brahma herminée ». Elle fut souvent primée aux concours avicoles nationaux.

de Bourbourg, à Coppenaxfort, qui le détournerait de la ville et provoquerait des expropriations et des coupures dans les exploitations auxquelles les fermiers sont également hostiles. Le projet, sorti en 1828, est finalement abandonné.

Une institution bien oubliée aujourd'hui et qui domine le XIXe siècle, c'est la Garde nationale, sorte de milice locale destinée au service d'ordre et éventuellement à la défense du territoire. Fondée dès les premiers jours de la Révolution, utilisée sous l'Empire comme appoint aux forces armées, elle s'adjoint dès le début une compagnie de sapeurs-pompiers et une de musiciens, et participe à toutes les manifestations et fêtes dans la ville. Réservée d'abord aux contribuables et à leurs fils, de 20 à 60 ans, elle s'ouvre à tous en 1832, ce qui crée désordres et réclamations. Dissoute, après le coup d'état du prince Louis Napoléon, en janvier 1852, elle ne revoit le jour qu'en septembre 1870, après le désastre de Sedan. Sapeurs-pompiers et musiciens ont cependant continué leurs activités.

Un événement important pour la ville est la construction du chemin de fer Gravelines-Watten où le premier train passe le dimanche 9 mars 1873, puis celle de Calais à Dunkerque par Bourbourg, dont l'étude dure depuis 1857 et qui est inaugurée le 16 juillet 1876. C'est le point de départ de festivals annuels et cortèges allégoriques, dont la « fête du travail » en septembre 1910, avec couronnement d'une reine, marque l'apogée.

GAZETTE DE BOURBOURG

ET DU CANTON DE GRAVELINES

Pour la publicité, Nord et Départements limitrophes s'adresser à M^{me} OUTTERYCK, administratrice, 44, Rue de Saint-Omer - BOURBOURG. S. C. BOURBOURG (Nord) - Téléphone 28 - C. C. 124.230. Pour la publicité Extra-Régionale s'adresser au BUREAU PARISIEN 39, Bd des Capucines PARIS (2^e)

HEBDOMADAIRE, POLITIQUE & COMMERCIAL, DESTINÉ POUR LA PUBLICATION DES ANNONCES LÉGALES

RÉDACTEUR POLITIQUE
A. SALIGNON

FORDATEUR
G. OUTTERYCK

GÉRANT
J. OUTTERYCK

ABONNEMENTS
Ville, Nord et Départements limitrophes 12.50
Autres Départements et Colonies . . . 13.50
Étranger 20.00
(Les abonnements sont payables d'avance)

PUBLICITÉ & ANNONCES
(Voir le Tarif en dernière page)

D'une Semaine à l'autre

L'intransigeance radicale-socialiste.

Un peu moins de politique ferait mieux notre affaire !

L'indécision et l'incertitude dans lesquelles se débat depuis quelque temps le parti radical-socialiste et qui menacent sa santé, sinon son existence même, ont été cruellement éprouvés la semaine dernière à l'occasion de la reprise des travaux parlementaires.

Ainsi bien pour finir la leçon des récentes élections municipales qui pour convenir de l'attitude à prendre dans les débats à venir, le comité exécutif du parti a tenu une assemblée générale. Ainsi que nous le laissons prévoir dans un précédent article, on a lavé un peu de linge sale.

Il fallait, en effet, régler la question de l'élection législative de Narbonne, où M. Léon Blum fut élu contre le candidat radical, M. Georgeton, les seuls politiques

d'une situation devenue très complexe (surtout que, plus nette et mal fixée, une doctrine sans dogmatisme).

Si les radicaux-socialistes, en effet, ont nous l'avons montré dans les jours qui ont immédiatement précédé les élections législatives - savent par instants mettre une sourdine à leurs véritables aspirations philosophiques et obtenir ainsi momentanément la confiance des modérés, il faut bien reconnaître qu'ils aiment plus d'empressement à rechercher des alliances avec la gauche. Et il n'est que de suivre leurs tractations toujours plus insidieuses pour se demander jusqu'où ils iraient pas dans cette voie.

Impudence ou présomption ? Pour accaparer le pouvoir ou, du reste, ils ne peuvent se maintenir sans l'aide des modérés.

1 milliard 1/2 de dégrèvements

C'est ce que nous apportera le budget de 1930

Le projet de budget de 1930 qui a été soumis définitivement au Conseil des ministres, comporte un certain nombre d'allègements locaux, que nous résumons ci-dessous :

Impôts agricoles et additionnels. — Dans l'impôt sur les bénéfices agricoles, une somme de 500 fr. sera déduite pour la femme et pour chacune des personnes à la charge. Actuellement il n'y a aucune déduction.

Pour l'impôt sur le revenu, les contribuables ont une déduction de 2.000 fr. pour la femme, elle est élevée à 3.000 fr. La déduction de 2.000 fr. pour chaque enfant jusqu'au deuxième est de 4.000 fr., à partir du troisième à 4.000 fr. pour le premier enfant, 2.000 pour le second, 1.000 francs pour le troisième et ainsi de suite.

En matière d'impôt général et additionnel, les contribuables dont le revenu taxable est inférieur à 10.000 fr., bénéficieront d'un

CONCOURS NATIONAL DE CULTURE DU BLÉ

En exécution d'instructions de M. le Ministre de l'Agriculture, l'Office départemental agricole organisé en 1929 un concours de culture de blé auquel pourront participer tous les agriculteurs du département à la condition qu'ils se soient ni industriels, ni commerçants et qu'ils n'aient pu bénéficier d'un prix culturel l'an dernier, lors du Concours de Prime d'Honneur.

Les candidats seront placés en 3 catégories :

- 1^{re} catégorie : Exploitations de plus de 50 hectares.
- 2^e catégorie : Exploitations de 15 à 50 hectares.
- 3^e catégorie : Exploitations de moins de 15 hectares.

Dans chaque catégorie, la meilleure exploitation classée recevra un prix d'honneur de 2.000 fr., ainsi qu'une médaille d'argent établie par les soins du Ministère de l'Agriculture ; elle sera désignée par un arrêté ministériel.

Chronique locale

Restauration de notre Carillon.
RECTIFICATION : lire 100 fr. au lieu de 100.000 fr.

Deleschaut, Croix, 100.000
Leroy Daniel, Dunkerque, 25.000

DEUXIÈME LISTE

Vilain Frères, Bourbourg, 1.000.000
Tamboise Jean, Le Calvaire, 50.000
Vandenbroucque Théophile, Paris, 25.000
Vandenbroucque Marie, Paris, 25.000
Vandenbroucque François, Paris, 25.000
Bailliet Paul et M^{me} Siméon-Sophie, 20.000
Mahieu Albert, sénateur Paris, 50.000
Crédit du Nord, Dunkerque, 100.000
Mittler Lucien, Paris, 50.000
Decloux Schepelweck, Lille, 20.000
Lefebvre Martin, Malo-les-Bains, 50.000
Noblet Charles, Le Mans, 20.000
Duriez Edouard, Dunkerque, 50.000
Auzé Edme, Serran, 50.000
Madame Beirnaert, Saint-Gervais, 100.000
Loucheur Ministre du Travail, 100.000
Noblet, Dunkerque, 100.000

FORMATION des diverses Commissions Municipales

Travaux et éclairage. — MM. Duriez, Masselès, Vilain, Martin, Fockeu, Sauvage, Berlette et Belle.

Marchés, halles et abattoir. — MM. Ryckebusch, Martin, Fockeu, Louf, Belle et Vandewalle.

Finances. — MM. Beirnaert, Martin, Vilain, Duriez, Berlette, Ryckebusch, Vandewalle et Bourgeois.

Pièces. — MM. Masselès, Fockeu, Belle, Vandewalle, Sauvage, Ryckebusch, Bourgeois, Messemacker, Louf et Machy.

Commission scolaire. — MM. Beirnaert, Fockeu, Sauvage, Firmin, Vandewalle, Belle, Bourgeois, Messemacker.

Hygiène et salubrité. — MM. Masselès, Ryckebusch, Firmin, Berlette, Louf et Belle.

Chasse et pompes funèbres. — MM. Samsz, Duriez, Martin, Sauvage et Messemacker.

Hospice. — MM. Beirnaert et Martin.

Bureau de Bienfaisance. — MM. Ryckebusch et Duriez.

Commission Intercommunale. — MM.

Ci-dessus : avec le « Journal de Bourbourg » (Spas éditeur), la « Gazette » (Outteryck ed.) reflétait la vie locale et cantonale.



Le blason de Bourbourg « D'azur à trois tierces d'or, au Chef de Flandre qui est d'or au lion de sable ».



Les arbalétriers, sous le nom des « Amis réunis », continuent la tradition de la Confrérie Saint-Georges à qui Charles-Quint accorda, en 1529, divers privilèges.

Benjamin Vandenbroucque, maire de 1919 à 1937, attache son nom au renouveau de ces manifestations après la guerre, en ressuscitant, en 1927, le géant local Gédéon auquel on confectionne une légende alléchante ; puis en rénovant le carillon (1930) que Moïse Marcant est appelé à faire chanter aux grandes heures. A son actif figure aussi la couverture du canal intérieur entre la place et le fossé Ouest, et de la rue de Gravelines au pont des Soupirs, terminée en avril 1932. Il ne verra pas la démolition et l'incendie de son carillon, de l'église et du cœur de la cité en 1940, victimes d'un avion allemand en perdition.

La fusion des deux communes de Bourbourg-ville et Bourbourg-campagne, par l'accord des municipalités Victor Martin et Olivier Varlet, met le point final à une séparation qui dure depuis 1790. Bourbourg peut, depuis, s'épanouir librement.

Georges Dupas
Membre de la Commission Historique du Nord